

## L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

### LES MOYENS FINANCIERS DONNÉS PAR LE GOUVERNEMENT AU MEER

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances qui est, nous le savons tous, vice-premier ministre. Vendredi son collègue le ministre de l'Expansion économique régionale a dit que les disparités régionales constituaient «une honte pour le pays». Il a ajouté que les ressources financières de son ministère étaient utilisées jusqu'au dernier cent et qu'il «dispose de juste assez de crédits pour respecter les engagements pris par le gouvernement libéral antérieur».

Après cette déclaration extraordinaire faite par son collègue, je demanderai au ministre pour quelle raison le ministre de l'Expansion économique régionale doit faire état publiquement de l'insuffisance des moyens financiers donnés par le gouvernement au MEER, et pourquoi son gouvernement n'accorde pas suffisamment de crédits pour favoriser le développement régional du Canada?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, le ministre de l'Expansion économique régionale prend son travail très au sérieux, comme cela est évident, et lance des appels à l'extérieur du cabinet. Je n'ai rien contre cela.

Mais je dirai que son ministère dispose de moyens très importants. Il se trouve que je représente un client dans ce secteur du ministère de l'Expansion économique régionale. Personne plus que moi n'est conscient de ses besoins. Cependant, le député doit comprendre que nous sommes en période de compressions budgétaires et qu'il n'est pas possible d'augmenter les dépenses prévues comme nous le voudrions tous à titre individuel, car cela mis bout à bout aurait des effets très pernicieux sur les dimensions du déficit, sur l'inflation et sur l'économie canadienne elle-même.

**M. Broadbent:** Madame le Président, contrairement à ce que prétend le ministre des Finances le ministre compétent nous dit qu'il n'a pas suffisamment de crédits, et il précise que si 2 p. 100 environ du budget fédéral allait au MEER en 1970, ce pourcentage est tombé de 50 p. 100 sous le gouvernement actuel.

Placé devant ces faits, et compte tenu de la promesse faite au discours du trône que le gouvernement entend adopter «un programme d'action qui favorisera le développement et des politiques propres à créer des emplois, stimuler la croissance et édifier des éléments de force régionaux», comment le gouvernement fera-t-il ce qu'il a promis s'il ne prévoit pas l'argent nécessaire?

**M. MacEachen:** Madame le Président, nous pourrions y arriver en augmentant les dépenses, à la condition qu'en même temps, le gouvernement augmente ses recettes ou supprime des programmes existants ou même accroisse le déficit. Il n'y a pas

### Questions orales

de solution miracle pour atteindre le but dont nous a parlé le député.

Le gouvernement doit choisir parmi ces possibilités s'il veut réaliser les objectifs non seulement du ministre de l'Expansion économique régionale, mais également d'autres ministres qui proposent des programmes de dépenses accrues auxquelles nous ne pouvons faire face en ce moment à moins d'augmenter les dépenses bien au-delà des prévisions actuelles, que les députés de l'opposition ont d'ailleurs qualifiées d'extravagantes.

**M. Broadbent:** Madame le Président, le vice-premier ministre ne peut tout avoir en même temps. Il ne peut d'une part prétendre ne pas avoir suffisamment d'argent pour réaliser ce projet et de l'autre faire croire à la région de l'Atlantique que ce même projet est en voie de réalisation. Pourtant, c'est bien ce que fait le gouvernement en ce moment.

Compte tenu de la déclaration récente du premier ministre de la Nouvelle-Écosse et du président de la Sydney Steel Corporation, selon laquelle la province perdrait 400 emplois si le gouvernement fédéral tardait à donner à la Sysco les 50 millions de dollars promis, le ministre, qui nous a dit venir de cette région, va-t-il au moins respecter l'engagement pris par son parti, lors de la dernière campagne électorale, à savoir, celui de subventionner les Canadiens qui souhaitent trouver du travail et non vivre d'aumônes?

**M. Crosbie:** Le Robin des bois de la Sysco!

**M. MacEachen:** Madame le Président, si je voulais faire preuve le moins du monde d'esprit sectaire . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacEachen:** . . . je pourrais signaler que le premier ministre M. Buchanan n'a apparemment rien fait, sous le gouvernement conservateur, pour obtenir les 50 millions de dollars auxquels avait consentis le gouvernement libéral précédent.

● (1700)

Permettez-moi de dire à l'honorable député que je me suis entretenu avec le premier ministre Buchanan, ou, du moins, un entretien et des conversations téléphoniques et je l'ai invité, au nom du gouvernement et du ministre de l'Expansion économique régionale, à présenter les projets concrets au gouvernement. Ces derniers seront étudiés dans l'optique de la promesse du gouvernement, réitérée par le premier ministre durant la dernière campagne électorale.

Nous essaierons d'honorer cette promesse en élaborant un programme qui sera efficace pour l'aciérie de Sydney. Mais le gouvernement n'a pas l'intention d'accorder des crédits qui, à long terme, seront impuissants à résoudre les importants problèmes que connaît cette usine.

**Des voix:** Bravo!